

# Le choc MR-PS, plus frontal que jamais

Le **duel bleu-rouge** a squatté toute la campagne électorale, avec la N-VA au milieu. Depuis l'installation du gouvernement fédéral, l'affrontement est plus fort encore. La preuve...



## Assumer les réformes, envers et contre les rouges

Un malaise ? Allons ! Cette semaine a vu le premier mandataire quitter le MR, n'acceptant pas l'alliance avec la N-VA, surtout après les affaires Francken, Jambon et autres. Philippe Kerbush, chef de groupe à Sambreville, a claqué la porte du parti, face à ce qu'il appelle « la trahison de valeurs qui sont les miennes et des valeurs fondamentales du libéralisme ». Une autre libérale namuroise (pas mandataire, elle) a aussi envoyé sa lettre de démission au parti.

Y aurait-il un vrai malaise bleu face à une alliance contre nature avec les nationalistes ? Pour l'heure, les élus libéraux nient plutôt en bloc. Nous en avons contacté plusieurs et quasi tous mettent un point d'honneur (on verra que la communication est plutôt cadennassée...) à assurer qu'ils ne sentent aucun malaise au sein de leur parti. « Au contraire », ajoutent certains. Se référant souvent à la mise au point du Premier ministre Michel et aux excuses exigées pour clore les incidents. Un parlementaire assure

même qu'« il y a de nouvelles affiliactions dans certaines sections » et qu'il « reçoit des mails saluant le courage de Charles Michel et disant la fierté d'être MR ».

Il en est pourtant pour reconnaître recevoir des mails « qui m'interpellent sur les valeurs, sur le mode : vous n'allez quand même pas accepter tout ça ? » **Nécessité fait loi.** Certes, les libéraux auraient préféré gouverner sans la N-VA. Et ils avouent « ne pas aimer les opinions d'un Theo Francken ». Mais : « Nous avons tous fait le choix d'aller au gouvernement. Il y a un accord. Il faut l'appliquer. »

« Tout le monde perçoit bien que l'on est à un moment historique, explique le député et futur vice-président wallon du MR, Jean-Luc Crucke. Soit on fait des réformes qui étaient impossibles pendant 25 ans à cause du PS ; soit on ne les fait pas et on rend le pays ingouvernable. On connaît les risques et ce que sont certains N-VA. Mais nécessité fait loi. Il faut réaliser l'accord de gouvernement. »

Un parlementaire embraie : « Le défi est difficile à porter, mais on va le porter. Et si les réformes fonctionnent et que le pays va mieux, ce sera positif pour le pays et le discours séparatiste de la N-VA sera moins audible. C'est notre espoir. »

**La faute au PS.** En fait, quand on interroge les bleus sur leur éventuel malaise face au gouvernement, ils disent souvent

leur malaise face... à l'attitude de l'opposition. Singulièrement du PS. C'est sa campagne « le gouvernement MR-NVA coupe dans votre portefeuille » qui est jugée « stigmatisante » ; ce sont ses attaques qui sont qualifiées de « caricatures », d'« insultes » ; c'est le parti qui est accusé d'« instrumentaliser la FGFB ».

La balle est donc renvoyée dans le camp rouge. « La frustration, on la ressent face à la violence des actes et des paroles, assure ainsi un parlementaire. Le gouvernement n'a encore rien fait et il y a déjà une tentative de chaos. La virulence, on pouvait s'y attendre, mais pas à ce point-là. » Un autre (qui pointe aussi le président CDH Benoît Lutgen, qui a traité Denis Ducarme de « collabo »), ajoute : « On est monté dans les décibels d'un coup. C'est inquiétant pour la démocratie et l'image de la politique. » Un troisième dénonce la logique PS : « Il attise un climat de terreur, de violence et de haine. Et dresse les gens les uns contre les autres. Il va tout faire pour déstabiliser l'Etat. Le PTB est cent fois plus digne dans sa riposte politique que le PS. » Et de rappeler l'attaque du siège du MR par des syndicalistes namurois pour dénoncer : « La FGFB devient le bras armé du PS pour attaquer le MR. Elle défend le PS, pas les travailleurs. » Et ce, sur le mode guerrier, comme dans ce mail CGSP que nous fait suivre un bleu et qui commence

par ces mots : « Voilà, la guerre commence... »

Mais tout cela, jurent nos interlocuteurs libéraux, ne ferait que renforcer la suédoise. « La majorité ressort encore plus soudée de ces événements », dit l'un. L'autre ajoute : « Si un doute a pu s'installer chez certains, il a disparu avec la violence des réactions. »

**Communication cadennassée.** Les discours bleus, on l'a vu, se rejoignent. Le message est bien rodé et vient manifestement d'en haut. La situation est trop délicate pour permettre des expressions trop libres. Un parlementaire avoue : « Il y a un millimétrage de la parole. J'espère que l'expression va pouvoir se libérer, car c'est un peu cadennassé pour le moment... » ■

MARTINE DUBUISSON



## L'opposition franco, l'inquiétude pour l'issue

**D**ouble analyse. En G9, qui réunit les hauts responsables du parti (dites « G9 », pour un groupe, à vrai dire, à géométrie variable), les socialistes, nous rapporte-t-on, ont cette double analyse :

1. Le gouvernement Michel, « dans les mains de Bart De Wever et la N-VA », se déporte plus à droite que ne l'avaient même imaginé la plupart des rouges lorsqu'en campagne, ils aimèrent à mettre en garde contre ce qu'ils appelaient le « *gouvernement des droites* » ; lequel, advenu, frappe indistinctement les catégories sociales défavorisées, la classe moyenne, les services publics, les institutions scientifiques, la culture fédérale, on en passe, ce qui requiert une opposition à la hauteur de l'« *agression* » ; une opposition qui sera « *de dénonciation sans oublier la proposition* ».

Bien. Tapis rouge pour le PS ? Pas du tout, car...

2. Il y a le danger de voir la « *destruction sociale* » à laquelle conduit la politique fédérale, jugent les socialistes, et avec elle une forme de panne économique pour la Belgique, générer instabilité, troubles, déséquilibre et perte de contrôle... Une sorte de fuite en avant dans la mésaventure so-

cial et politique, partant la mésaventure nationale, avec la N-VA en prime à la fin, réactionnaire et séparatiste, tirant les marrons du feu, au sens propre. Dans ce cas, fini le pays !

On résume : la double analyse rend compte, d'une part, de la détermination à en découdre, d'épouser au plus près le mouvement social, mais aussi, d'autre part, d'un questionnement en interne sur l'issue de cette terrible tourmente.

Un responsable socialiste, gravement : « *L'avenir avance masqué, n'est-ce pas, et là, cette fois, c'est vrai comme jamais* ».

**Attention à la chute.** A tel point que l'idée même de voir le gouvernement « *MR/N-VA* » (c'est ainsi qu'on le qualifie au PS, pour souligner « *la trahison et l'irresponsabilité* » de l'état-major réformateur) sauter en l'air à bref délai – une hypothèse pas exclue, et pas uniquement au PS – ne réjouit qu'à moitié dans les rangs, voire pas du tout, tant le risque dudit dérapage incontrôlé, de la mésaventure, serait grand dans ce cas. Un socialiste : « *Attention à apparaître comme un parti qui porterait sa part de responsabilité dans l'impasse en cas de chute du gouvernement ; ce se-*

*rait un comble – et le sommet de la perversion notamment –, mais certains vont essayer de nous enfermer dans ce mauvais rôle ! Il faut donc rester fermes mais vigilants, ne pas nous laisser entraîner* ».

Etant entendu que la stratégie socialiste, syndicale également, celle de l'Action commune en définitive (parti-syndicat-mutuelle), se projette dans le long terme désormais, dans un affrontement durable avec une « *suédoise* » qui sera, croit-on majoritairement, moins « *kamikaze* » qu'attendu : « *En tout cas, en son sein, le MR doit éviter l'échec de toutes les façons, sous peine de subir ensuite une défaite électorale historique ; il va donc tout faire pour éviter que la législature ne tourne court, s'il le faut au prix de concessions incessantes dans la majorité, et les concessions, les renoncements, c'est très bien parti* »...

**Le socio-économique, nerf de la guerre.** En fait d'opposition sans merci, forcément sans merci face à un gouvernement de l'« *ultra-droite* », le PS veut s'y livrer principalement sur le registre socio-économique. D'abord parce qu'aux yeux des socialistes, le socio-économique reste le nerf de la guerre. Mais encore parce que tous re-

doutent que l'affrontement, qui a marqué les esprits et fait l'« *actu* » aux premiers jours de la législature, ayant trait aux déclarations-comportements extrême droitiers et présumés pro-collaborationnistes de ministres N-VA, cet affrontement légitime et inévitable, ne conduise, malgré soi, malgré tout, à une « *communautarisation* » de l'enjeu politique central aujourd'hui.

Ce qui mènerait tout droit, alors, au dérapage incontrôlé, à la mésaventure nationale, Nord-Sud en l'occurrence, évoqués plus haut.

Va, donc, pour l'opposition franco au programme budgétaire, financier, social et économique du gouvernement fédéral. Pour l'opposition « *de dénonciation et de proposition à gauche* ».

Et, non, il n'est pas écrit que tout cela finira mal, par le confédéralisme ou davantage. Non ? ■

DAVID COPPI